

unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 21 Octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAVE**

Les Guichardières  
ZA Bois de Cornillé  
35500 CORNILLE

Code AIOT : 0005503680 610

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement SAVE implanté Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 CORNILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVE
- Les Guichardières ZA Bois de Cornillé 35500 CORNILLE
- Code AIOT : 0005503680
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Cette usine d'incinération de déchets organiques non-dangereux reçoit principalement des coproduits d'abattage exclusivement de boeufs mélangés avec boues de stations d'épuration. L'ensemble est versé dans un four à lit de sable fluidifié en vue de valorisation énergétique.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositif
- Indisponibilité
- Enregistrement
- Conservation
- Accès
- Procédure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	dispositif	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
6	dispositif	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	dispositif	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
2	dispositif	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
3	dispositif	Décret du 30/03/2021, article 1-II	/	Sans objet
5	dispositif	Décret du 30/03/2021, article 1-III	/	Sans objet
7	indisponibilité	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
8	indisponibilité	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
9	indisponibilité	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
10	enregistrement	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
11	enregistrement	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
12	Conservation	Décret du 30/03/2021, article 1-IV	/	Sans objet
13	Accès	Décret du 30/03/2021, article 1-V	/	Sans objet
14	Procédure	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°	/	Sans objet
15	Procédure	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté une bonne appropriation de ce nouvel outil par l'exploitant. Ce dernier s'attachera à améliorer l'information relative à cette vidéosurveillance spécifique, tant sur le site que vis-à-vis des entreprises appelées à y intervenir.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : dispositif

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, type
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes
<b>Constats :</b> Chacune des six trémies de déchargement est équipée d'une caméra attitrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : dispositif

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, identification du contenu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
<b>Constats :</b> Chaque caméra est suffisamment bien installée pour constater les éléments déchargés. De plus, il est possible de zoomer de manière instantanée sans que cela ne porte préjudice à l'enregistrement global.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : dispositif

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, plaque d'immatriculation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin
<b>Constats :</b> Le positionnement de chaque caméra permet la lecture de la plaque d'immatriculation de tout véhicule, préalablement à tout déchargement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, signalisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <p>«-le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;  «-la finalité du traitement installé ;  «-la durée de conservation des images ;  «-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;  «-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que  «-la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.</p> <p><b>Constats :</b> Un panneau, situé sur le grillage, à l'entrée du site, indique que :  -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;  -la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant; à savoir les personnes du site à contacter.</p> <p>Sur le site, et en particulier au niveau du pont-bascule et de chaque trémie, des panneaux reprennent les mêmes annonces.</p> <p>Ne sont pas indiqués :  «-la finalité du traitement installé ;  «-la durée de conservation des images ;  «-le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;  «-le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).</p> <p>&gt;Le panneau, situé à l'entrée du site doit comporter l'ensemble des informations obligatoires, au titre du contrôle par vidéo des déchargements de déchets. Il doit donc comporter, en sus des informations déjà affichées, la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).</p> <p>De plus, ce même panneau mériterait d'être particulièrement valorisé, par exemple au travers une dimension plus importante, et ce afin de s'assurer de sa lecture par toute personne arrivant sur le site.</p> <p>Un second panneau, similaire à celui de l'entrée du site, devra se trouver au niveau des zones de déchargements des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : dispositif**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, information des salariés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.
<b>Constats :</b> L'ensemble des salariés du site a signé un document confirmant que chacun avait été informé individuellement de la mise en place d'une vidéosurveillance. La même information a été diffusée au travers le compte rendu du comité social et économique (CSE) et un affichage sur les panneaux signalétiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : dispositif**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, information externe
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pu présenter d'éléments l'assurant que ses partenaires ont informé, à leur tour, les salariés ou employés appelés à se déplacer sur le site de SAVE à Cornillé.  > L'exploitant indiquera à ses partenaires les obligations d'information. Il demandera à chacun d'entre eux d'attester que la démarche a été réalisée au sein de leur entreprise.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : indisponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, indisponibilité annuelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.
<b>Constats :</b> En cas d'indisponibilité du dispositif, l'exploitant peut faire appel à l'informaticien, basé sur site ou au service informatique du groupe AgroMousquetaires voire permettre l'accès à distance par le prestataire ayant assuré l'installation.  L'exploitant possède déjà, en stock, une caméra de rechange.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : indisponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, jours consécutifs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
<b>Constats :</b> En cas d'indisponibilité du dispositif, l'exploitant peut faire appel à l'informaticien, basé sur site ou au service informatique du groupe AgroMousquetaires voire permettre l'accès à distance par le prestataire ayant assuré l'installation.  L'exploitant possède déjà, en stock, une caméra de rechange.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : indisponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, journal de suivi
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.
<b>Constats :</b> Le logiciel adossé à la vidéosurveillance intègre un journal numérique sous forme de tableau de bord. Les périodes d'indisponibilité peuvent donc être recensées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, caractéristiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra.
<b>Constats :</b> Les enregistrements comportent bien la date, l'heure et l'emplacement de la caméra (au travers son intitulé).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, anonymisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification
<b>Constats :</b> Aucun matériel d'enregistrement sonore n'est installé en parallèle de l'enregistrement vidéo.  Le logiciel de traitement d'image permet le floutage en instantané de tout visage passant dans le champ de la caméra. On notera que l'exploitant a été particulièrement attentif à l'anonymisation. En effet, après avoir constaté l'absence de floutage lorsque les personnes étaient immobiles, suite à l'installation du premier logiciel, il a rappelé le prestataire afin que celui-ci trouve une solution.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Conservation

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, effacement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.
<b>Constats :</b> Le logiciel installé prévoit la suppression automatique au bout d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 30/03/2021, article 1-V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, habilitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes.
<b>Constats :</b> L'accès aux données s'effectue par Wifi. Seuls les deux responsables d'exploitation et un technicien peuvent se connecter grâce à leur ordinateur portable, au travers d'identifiant et de mot de passe spécifiques.  Par ailleurs, les baies d'enregistrement se situent dans un local créé spécifiquement et fermé à clé ; cette dernière se trouvant le bureau des responsables d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 14 : Procédure

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, rapport annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
<b>Constats :</b> Un bilan des matières entrantes est constitué annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Procédure

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 2°
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle visuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<b>Constats :</b> Un opérateur se trouve continuellement devant l'écran de contrôle affichant simultanément l'ensemble des images captées par chacune des caméras.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet